

## Des rêves face à une dure réalité

Les contradictions sont légion à la fois sur terre et sur mer dans la Réserve Extractive Marine de Corumbao

Cet article décrit certains aspects sociaux et environnementaux de la Réserve Extractive de Ponta do Corumbo, située sur la Costa do Descobrimento, à 800 km au Sud de Salvador, la capitale de l'état de Bahia au Brésil. Dans cette région se trouve une partie de ce qui reste de la Mata Atlantica, zone de mangroves et de récifs coralliens classés comme patrimoine mondial par l'UNESCO en 1999.

Les réserves marines sont une sorte d'aires marines protégées, avec des droits d'usage définis, accordés aux communautés vivant dans les alentours, qui exploitent ces ressources. C'est une adaptation des « reservas extrativistas » ou RESEX, une nouvelle forme de partenariat concernant l'extraction de la ressource naturelle et la protection de l'environnement que le Brésil expérimente depuis 1989.

D'un côté, cette démarche reflète la reconnaissance officielle grandissante au Brésil du rôle des usagers de la ressource, et de leurs systèmes de gestion dans la protection de l'environnement. De l'autre, c'est le produit des luttes des collecteurs de latex, sous la direction de Chico Mendez. C'est grâce à ces luttes que des lois ont été votées en 1989, autorisant la création de réserves extractives. Ces réserves sont basées sur un régime de cogestion dans lequel le gouvernement travaille en partenariat avec les communautés locales, en vue d'une utilisation durable des ressources

A l'origine, les RESEX se concentraient sur la protection de systèmes écologiques, ainsi que des populations locales, mais désormais, elles s'intéressent également aux milieux marins. Le décret à l'origine des RESEX stipule que « les réserves extractives sont des espaces territoriaux

réservés aux populations locales pour assurer leur subsistance, ainsi que la préservation des ressources naturelles renouvelables pour ces mêmes populations ». Dans le cas de réserves extractives marines, une zone est assignée à l'utilisation exclusive d'un certain nombre de personnes (pêcheurs artisans, communautés traditionnelles, etc...) qui vivent dans les environs.

Bien qu'il s'agisse d'un partenariat entre le peuple et le gouvernement, l'initiative vient de la population locale, et la participation des gens est incontournable. Les communautés qui relèvent de RESEX, et les organisations qui les représentent (associations, co-opératives, syndicats, etc...) peuvent prétendre au droit d'extraire les ressources grâce à la RESEX.

L'idée maîtresse de RESEX est le développement d'un plan d'utilisation (plano de utilização) qui détermine qui peut utiliser les ressources en question, et comment. Il s'agit en fait d'un contrat social, contraignant les utilisateurs de la ressource à respecter une série de règles d'utilisation fixées par consentement mutuel. De telles règles pourraient fixer des mesures telles que la taille minimum des prises, la technologie utilisée, l'accès restreint à certaines zones de frai.

### Forum public

Les décisions sur ce que devraient être les règles sont prises par les usagers eux-mêmes lors d'un forum public pendant lequel ils ont le droit de vote. Il est essentiel que les utilisateurs participent à ce stade, étant donné que l'adhésion à ces règles dépend, en grande partie, de leur compréhension la plus large possible, et de leur acceptation préalable. Le plan d'utilisation, de même que le processus conduisant à sa création, est aussi important pour résoudre (ou du

moins révéler) les conflits entre utilisateurs de la ressource, aussi bien que les conflits entre ceux-ci et la communauté dans son ensemble.

**U**n autre élément plus essentiel est le contrat de concession qui légalise les droits d'utilisation des communautés. Cet accord est préparé par IBAMA, l'institut Brésilien chargé de l'environnement, et signé par les deux parties. Les utilisateurs individuels de la ressource reçoivent des certificats leur donnant l'autorisation d'y accéder. Ces certificats leur octroient des droits d'utilisation à long terme, jusqu'à 10-20 ans, mais pouvant être étendus aussi longtemps que la RESEX atteint ses objectifs.

D'après Antonio Carlos Diegues, la structure garantissant un accès restreint à l'espace marin côtier de RESEX, et son utilisation économique, offre au Brésil un moyen de commencer à contrôler le développement hautement destructeur et anarchique de sa zone côtière étendue (qui abrite toute une gamme d'habitats de grande valeur patrimoniale, pas seulement des récifs coralliens) tout en renforçant les droits d'utilisation de la ressource, et les revendications territoriales des communautés sur les micro- environnements de la pêche à petite échelle. De tels contrôles sont nécessaires sur la côte sud de l'état de Bahia, qui a subi des transformations

conséquentes au niveau environnemental et social ces 10 dernières années. Une pêche industrielle intensive a exploité les stocks en zone côtière, sans aucun respect pour les évolutions biologiques ou la biodiversité. Le développement du tourisme a conduit à une occupation désordonnée de la terre, tandis que l'infrastructure urbaine a été incapable de gérer l'accroissement des effluents et déchets domestiques affectant les forêts de mangroves et les bords des fleuves. Comme le montre cet article, il y a beaucoup de problèmes à résoudre avant qu'une RESEX fonctionne correctement. Un de ces problèmes, mis en lumière par le travail d'Alpina Begossi, est que, bien qu'il existe désormais une grande variété de réserves extractives, peu d'entre elles peuvent être considérées comme le résultat d'un processus légitime d'une organisation locale face à la menace d'épuisement de leurs ressources. Ce n'est pas le cas avec la Réserve Extractive Marine de Ponta do Corumbau (Corumbau RESEX). En 1998, un groupe de pêcheurs artisans venant de neuf communautés des municipalités de Prado et Porto Seguro, se sont associés pour créer une unité de sauvegarde qui protégerait la région contre la pêche à la crevette destructrice pratiquée par la flottille de pêche industrielle.

#### **Une exploitation durable**

La RESEX de Columbau a été créée en Septembre 2000, grâce à l'initiative de

pêcheurs artisans originaires de neuf communautés différentes, attribuant le droit d'usage aux populations vivant traditionnellement de cueillette, en accord avec le Système National des Unités de Protection.

**L**e décret instaurant la RESEX de Corumbau précise que « son objectif est d'assurer l'exploitation durable et la préservation des ressources naturelles renouvelables dans lesquelles les populations locales effectuent traditionnellement des prélèvements ».

La population concernée par la RESEX comprend 484 membres inscrits, utilisateurs traditionnels des ressources, résidant dans neuf communautés : Curuipe, Caraiva, Aldeia Indígena Pataxo de Barra Velha, Corumbau, Veleiro, Barra do Cahy, Imbassuaba, Cumuruxatiba et Japara. Si l'on inclut les familles de ces pêcheurs, les ressources de la RESEX profiteront directement à quelque 1750 personnes.

La RESEX de Corumbau inclut en partie la mer et en partie la terre, avec des zones de plages, de dunes et de mangroves. La partie maritime de la RESEX de Corumbau couvre 90,000 ha, sa frontière avec la terre étant marquée par le niveau de la marée haute. A terre, là où vivent les communautés, se trouve la zone tampon.

Les régimes de droits de propriété et droits d'usage qui règlementent la protection, la possession, et l'extraction de la ressource diffèrent d'une région à une autre, faisant apparaître des contradictions en ce qui concerne les objectifs de la politique de RESEX en matière de protection et d'extraction de la ressource. Ils compliquent la vie et affectent les moyens d'existence des communautés.

Dans l'aire marine du domaine public, seules les communautés vivant de la cueillette ont le droit d'accès à la ressource. Cependant, sur terre, il s'agit d'une propriété privée, et les communautés n'y ont aucun droit de cueillette. De plus, il n'y a aucune garantie ni de condition prévues règlementant l'installation permanente des populations vivant de cueillette dans la zone limitrophe, condition primordiale pour

l'établissement d'activités économiques, et pour assurer la stabilité socio-culturelle des communautés.

Cette contradiction entre les composants liés à la terre et ceux liés à la mer de la RESEX de Corumbau, née de la façon dont les régimes de propriété et de droits d'usage ont été élaborés, est la source de beaucoup de conflits sociaux et représente un problème majeur pour le bon fonctionnement de la RESEX. Le travail d'Alpina Begossi sur l'Amazone conclut que ces réserves constituent un tremplin pour une organisation politique et une amélioration de la résilience sociale et environnementale en comparaison avec les autres approches de la protection. A Corumbau on ne prétend pas encore atteindre un tel degré de satisfaction concernant le développement institutionnel.

Un des obstacles majeurs empêchant d'atteindre ce degré de satisfaction est le fait que les zones limitrophes où vivent les communautés sont isolées. Les routes ne sont pas pavées, les ponts sont instables, et il n'y a pas de transport régulier par bateau.

Il n'y a pas d'électricité dans les villages, à l'exception de Cumuruxatiba et de quelques hôtels qui possèdent des générateurs. Ceci est une contrainte pour le stockage du poisson, et augmente la dépendance vis-à-vis des intermédiaires pour commercialiser les produits. Ces facteurs n'encouragent pas la participation active des populations locales vivant de cueillette à l'établissement et au développement d'un plan d'utilisation, ainsi que leur participation d'une manière plus large aux prises de décisions concernant la gestion de la RESEX.

Une autre pierre d'achoppement et source de conflits est la présence d'intérêts économiques plus puissants tels que les hôtels et autres commerces liés au tourisme. Ces intérêts sont à l'origine d'une spéculation croissante dans le secteur de l'immobilier. Les résidents appartenant à la communauté de la RESEX sont contraints de vendre leurs maisons à un prix très bas et à se déplacer vers des endroits sans infrastructure où l'aide publique ne parvient pas.

De même, du fait de la privatisation croissante du front de mer et de son usage, il devient de plus en plus difficile pour les communautés d'accéder à la mer. Ceci entraîne une perte progressive des us et coutumes, et finalement à l'éviction des communautés de pêcheurs.

#### Intérêts privés

La variété d'intérêts économiques privés est telle que les populations locales ont du mal à mettre en œuvre les politiques de conservation et des processus de participation capables d'offrir des solutions alternatives aux conflits au sein de la société locale. Le tourisme se développe dans le RESEX de Columbau. Les touristes sont attirés par la tranquillité, la liberté et la beauté de la campagne, particulièrement dans les zones littorales, ainsi que par l'hospitalité des gens.

Cependant, les villages ne peuvent accueillir que très peu de touristes. Du fait d'un manque total d'infrastructures élémentaires telles que l'énergie, l'eau courante, le traitement des eaux et les égouts, ainsi que les infrastructures médicales et équipements scolaires.

Le Réseau National des Réserves assure la participation des populations locales par le biais d'une co-gestion où le pouvoir est décentralisé d'une manière adaptée aux réalités quotidiennes du contexte local. Le plan d'utilisation de la RESEX a

été établi et approuvé en 2002 et devrait conduire au plan de gestion de la réserve.

En attendant, les pêcheurs ne semblent pas familiers avec les objectifs de planification. Une recherche récente montre que seulement 14% des résidents de Cumuruxatiba, 25% de Corumbau et 45% de Caraiva étaient au courant du plan d'utilisation de la réserve et de sa mise en place, ainsi que des règles qui s'y appliquent.

Les facteurs indiqués comme obstacles au processus de participation étaient les distances avec le lieu où se tenaient les meetings, l'incompatibilité entre les horaires des meetings et les activités journalières (principalement des femmes) et le manque d'information sur le processus de la création et de l'administration du système. Afin de promouvoir la participation effective des diverses parties prenantes, en particulier des femmes, à la gestion de la réserve, confrontée aux changements imposés par le tourisme, il a été organisé une enquête participative sensibilisée aux questions de genres (PAGP). On a fait appel pour cela à des techniques et des outils préconisés par l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature)

Afin d'obtenir une analyse s'adressant à la fois aux hommes et aux femmes, la collecte d'informations et la présentation de données a été dissociée en fonction des

genres. Ceci a permis une étude des besoins et des revendications des hommes et des femmes séparément.

Grâce à un procédé systématique, la PAGP contribue à identifier des problèmes particuliers et leurs origines, à partir de la participation et la collaboration des gens concernés. Au lieu d'observer le groupe comme une unité homogène, la PAGP reconnaît que les femmes et les hommes ont des besoins différents, des perceptions et des réalités différentes, en fonction de leur âge et de leur sexe.

#### Recherche d'équité

Par l'utilisation d'outils appropriés, la PAGP cherche à révéler les relations de pouvoir au sein de la communauté. Il vise à favoriser l'introduction des changements nécessaires pour élaborer des politiques qui mènent à l'équité. Le but de la PAGP est de promouvoir la responsabilité collective, et la qualité de vie pour les populations concernées, afin de réduire l'appauvrissement et l'exclusion sociale qui en découle.

Il a été démontré que l'introduction de la notion de « genre » ajoute une autre dimension à l'analyse d'environnements naturels, étant donné qu'il y a des relations de pouvoir inégales entre les hommes et les femmes dans beaucoup de sociétés, relations de pouvoir qui sont sujettes au changement. Dans cette dimension liée au genre, il peut y avoir complémentarité et espace pour une négociation. La possibilité de négocier a des implications importantes sur la planification et la gestion, étant donné qu'elle place les planificateurs et les communautés à un niveau tel qu'il est possible de promouvoir davantage d'équité dans la distribution des prestations, ainsi que dans l'établissement des droits d'usage et de gestion.

Le PAGP mis en place dans la RESEX de Corumbau avait pour but de comprendre les obstacles à la participation des populations locales au plan de gestion, ainsi que d'obtenir des informations sur l'infrastructure locale mise à la disposition des résidents et des visiteurs. Il visait à fournir des informations pour améliorer le processus de participation, qui assurerait le succès des politiques de sauvegarde de l'environnement face à la réalité de

l'expansion du tourisme dans la région avec les conséquences économiques et culturelles que cela entraîne pour ses habitants.

L'application de la PAGP a atteint ses objectifs en identifiant les besoins, les attentes, les manques et les problèmes des communautés rencontrées. Les besoins les plus cruciaux étant l'accès à l'électricité, une meilleure éducation, et un meilleur accès aux soins.

Outre cela, les besoins les plus marquants étaient le manque de routes, de ponts et d'eau courante potable. Tandis que, d'un côté, l'électricité reste un rêve pour les hommes et les femmes qui vivent ici toute l'année, ceux qui vivent des hôtels et du tourisme préfèrent préserver les aspects bucoliques et rustiques qui attirent les touristes et assurent un business très profitable. Ainsi, le mauvais état des routes de Caraiva, par exemple rend la vie des femmes au quotidien très difficile, mais d'autres y voient un atout, car cela donne une impression plus pittoresque.

La charge de maintenir cette ruralité incombe finalement à la population locale, en particulier aux femmes qui, tout au long de l'année, dans leur vie de tous les jours, doivent faire face à des conditions extrêmement fatigantes.

Les routes sont un sujet de débats et de conflits à la fois parmi la population, et avec les associations écologistes conservacionnistes qui y voient la menace d'un tourisme de masse générateur d'effets préjudiciables à l'environnement et aux traditions.

**L**a possibilité de voir la communauté s'unir autour de ses objectifs et lutter pour le bien-être de la collectivité est le rêve des femmes, transcendant même leurs objectifs personnels. On espère que la gestion participative puisse aboutir à des mesures favorisant le renforcement du pouvoir et l'amélioration des revenus, en assurant le maintien de savoirs locaux et de la population indigène dans la zone. La préparation d'une évaluation socio-environnementale participative peut contribuer à l'implication de la population dans des politiques publiques pour obtenir des conditions de vie



contribuer efficacement à la préservation de la biodiversité des écosystèmes. 3

améliorées, l'inspection systématique d'entreprises touristiques qui affectent la vie des communautés, et le partage des avantages avec les résidents.

Un autre bienfait espéré est l'éducation à l'environnement en direction des touristes ainsi que de la communauté, basée sur l'information et la communication de l'évaluation qui a été menée. Si l'objectif visé était un tourisme « durable », alors, les communautés devraient bénéficier dans les villages d'infrastructures améliorées. Réconcilier des intérêts aussi divers et contradictoires est un défi, auquel devront faire face ceux qui sont chargés du développement et de l'application du nouveau plan de gestion.

#### **Nécessité d'une réglementation**

Dans un souci de durabilité, il faut fixer des règles, non seulement pour contrôler les activités touristiques, et la répartition des profits qu'elles génèrent, mais aussi freiner l'expansionnisme d'autres intervenants économiques, en particulier la spéculation foncière dans cette région. En même temps, la participation régulière de la population dans l'administration des RESEX doit être assurée, tout en maintenant la parité hommes-femmes. Ainsi, les communautés pourraient, via cette approche participative, renforcer leurs positions et être capables d'améliorer les conditions de vie des habitants comme de

Cet article est de Regina Célia Di Ciommo (rdiciommo@linkway.com.br) du Laboratoire d'Ecologie Humaine et Ethnoécologie à l'Université Fédérale de San Carlos, au Brésil